

La Lettre du C.D.T.E.S.
ISSN 1240-0009 CIPAP 72171
BULLETIN DU RESEAU

2^e COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail 10francs-N°47
section de l'Association Internationale des Travailleurs Septembre-Octobre



Sommaire
Le salariat et
ses conséquences
Procès
à Toulouse
Antifascisme
et démocratie
...

Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T.
Alberto Palacios 2,
28021 Madrid-Espagne

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est l'agent
d'exécution et de liaison de la CNT,
pour tout contact sur le plan
national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P.2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la
CNT. Elles regroupent les divers
syndicats d'une zone
géographique. Pour tout contact
dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116
72 003 Le Mans cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 511
64010 Pau Cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Remesy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional).

U.R. Méditerranée:

C.N.T., Vieille Bourse
du Travail, 13 rue de
l'académie,
13001 Marseille
(Secrétariat Régional).

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,
14019 Caen Cedex 6
(Secrétariat Régional).

U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue
Dejean, 80000 Amiens.

Dans l'Est:

C.N.T., C/o C.E.S.L. B.P.121
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Heres Cedex

Un vieux compagnon Cénétiste le clame avec ardeur depuis les années trente : "L'avantage d'avoir des socialistes au pouvoir, c'est qu'on est toujours déçu, mais jamais surpris". Après l'ère Mitterrand, ces 14 années d'apprentissage de la résignation, revoilà les socialistes, façon Jospin. Ils disaient : "changer d'avenir". Promesses oubliées ou non tenues, petit commerce avec les partis politiques d'appoint (Communistes, Verts) de postes ministériels secondaires, mise en place du discours officiel sur les chaînes de télévision publique, c'est reparti comme en 81. Le cru 97 de la cuvée social-démocrate est à la hauteur de nos désespérances. A peine élus, déjà vendus ! Deux faits "politiques" en sont le parfait exemple : la "refonte" des lois Pasqua-Debré, et les mesures anti-pollution.

Dominique Voynet, la télégénique passionnara des soirs de résultats électoraux, a révolutionné l'équilibre écologique de la planète en proposant la mise en place d'une vignette verte sur les véhicules "propres". Elle qui n'en finissait plus de remplir la rubrique écolo du journal de 20 heures, en apparaissant souriante et résolue à Vingrau, à Creys-Malville, sur les bords de la Loire, du Rhône ou du canal de Rhin, la voilà qui déserte la caméra et le micro si ce n'est pour balbutier sur France Inter qu'il va falloir éduquer les citoyens et les industriels et que ce sera long (notons au passage que même pour Dominique Voynet, l'industriel est devenu un citoyen particulier). Voilà de l'écologie comme l'aiment les grands patrons qui financent les campagnes électorales. Pour les forts taux de pesticides récemment redécouverts dans l'eau du robinet de plus de 20 départements, la vignette bleue s'imposera sûrement sur les tracteurs biologiques.

Quant aux mesures de refonte des lois Pasqua-Debré, Debré en rit ouvertement sur TF1. L'abrogation est devenu un mot tabou. On "rectifie les excès intolérables" de cette loi, on la "refond totalement", on "l'aménage fortement", mais on ne l'abroge pas. Et l'on souligne que pour, "les véritables clandestins, ceux qui n'ont rien à faire ici", l'état français sera inflexible. Jusqu'au président de SOS Racisme, Fodé Silla qui prône le traitement des dossiers aux cas par cas, et vitupère contre "l'ultra-gauche qui manipule les clandestins et les emmène vers des positions intenables". Pasqua n'en rit plus. Il se croit socialiste. La peur de l'autre, la bêtise et la xénophobie seront donc toujours des valeurs électorales ?

Les semaines à venir vont être du même acabit. Faux discours, vrais reniements. Les pseudo-négociations avec les centrales syndicales réformistes vont occuper le petit écran. On y parlera de flexibilité, de réduction du temps de travail et surtout de son coût, de mobilité, de chômage et de santé des entreprises. Dans un article intitulé "Domination des marchés financiers ...l'économie européenne va bien", paru dans un cahier du Monde (Le Monde, dossier et documents, Septembre 1997), un économiste explique que, dans le cadre actuel, vu le pouvoir des marchés financiers internationaux, l'état et les entreprises, ne pourront "réduire le chômage qu'en éliminant les protections dont pouvaient bénéficier les salariés, et qui leur permettaient de résister aux forces du marché. Les syndicats, l'assurance chômage, le salaire minimum, le code du travail trop protectionniste, voilà les entraves à lever. Tant que ces entraves subsistent, le chômage est le prix à payer pour discipliner les salariés et rester dans la norme financière". Cet article est daté du 10 mai 1997, soit 16 ans jour pour jour après le sacre de Mitterrand. En se targuant comme Jospin de respecter les critères financiers de Maastricht, en assurant comme Rocard "que tout le monde convient qu'il faut baisser le coût du travail", en affirmant comme Strauss-Kahn que l'entreprise est au coeur de la société, les socialistes d'aujourd'hui se montrent à l'évidence les dignes successeurs de feu Mitterrand premier. On vous le disait au début, avec les socialistes : toujours déçus, jamais surpris.

"Usines à la campagne", "small is beautiful", "P.M.E. à visage humain" ..., durant les dernières décennies, les promoteurs du libéralisme nous affirmaient que le monde économique serait composé de petites unités décentralisées et conviviales. Mensonge et imposture, nous sommes en fait dans une étape historique qui est le contraire des discours lénifiants. Nous sommes entrés dans une période d'accélération des fusions, des rachats, des absorptions. Les mêmes promoteurs du libéralisme qualifient cela de **globalisation** nécessaire pour faire face à la compétition économique internationale. Cette globalisation est largement entamée pour la construction et le transport aérien, l'industrie pharmaceutique, l'informatique, les produits bancaires ... et demain, même chose pour l'automobile, les télécommunications... etc... Le capitalisme est en train de constituer des conglomérats universels qui n'ont rien à envier aux anciens combinats des temps anciens du capitalisme sauvage ou d'Etat. La compétition va être féroce. Que peseront les fournisseurs de travail, c'est-à-dire les salariés, c'est-à-dire nous ? Peu de chose, ou plus exactement un paramètre, une pesanteur, une contrainte financière froidement banalisée.

Pour eux, le salaire pèse peu; pour nous, il reste la condition de notre subsistance. Pour nous, il est la condition de notre nourriture et de notre repos, pour eux, il est un handicap potentiel pour leurs bénéficiaires et leurs parts de marché.

Quelle vie voulons-nous ? Si nous espérons préparer une lutte finale pour un autre futur, il est indispensable de prendre au préalable le temps de regarder, d'analyser ce monde que l'on nous impose. Comprendre le salariat, servitude volontaire des temps modernes, est une première condition pour construire une véritable alternative.

L'évolution de la productivité s'est accompagnée de mutations socio-professionnelles. Des anciens métiers ont disparu, d'autres apparaissent, ce qui est logique.

Mais, si les emplois sont différents, cela correspond aussi à une tendance à la marchandisation : des sphères d'activités humaines qui échappaient autrefois aux phénomènes des marchés et des prix et où prédominaient gratuité et bénévolat rentrent dans le circuit économique. Ainsi, la culture, le sport ou ... le syndicalisme institutionnel et les associations deviennent des "gisements d'emploi" à part entière.

D'autres secteurs dont le développement accompagne le système, comme la "sécurité" ou le tourisme sexuel, brassent des chiffres d'affaire de plus en plus importants. Ce système continue

donc de créer, voire d'inventer, des emplois; cela nourrit le mécanisme de la **création de marchés internes** qui ouvre le champ de la consommation en échange de ces emplois. Cela évite une trop grande contraction de la demande, qui, si elle restait basée sur les revenus salariaux issus de la production de biens matériels, serait trop faible pour une offre de plus en plus massive.

Cette évolution préserve, tant que faire se peut, les principales caractéristiques de notre mode de production; à savoir que l'individu reste l'**outil** d'un développement économique qu'il ne choisit pas. Quels que soient les termes employés par les sociologues (travail, emploi, entreprise individuelle...), le **lien social** qui relie l'individu au système va conserver les principales caractéristiques du salariat.

CARACTERISTIQUES DU SALARIAT:

Le salariat ne se définit pas par l'existence d'une feuille de salaire. C'est avant tout un **contrat** qui lie le salarié à son patron. La jurisprudence le désigne comme "une convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre, sous la **subordination** de laquelle elle se place, moyennant une rémunération".

Il existe donc bien deux parties qui vont rassembler deux groupes sociaux bien distincts par rapport à ce contrat :

- Le premier groupe peut octroyer du travail et un revenu. Ce groupe détient les moyens de production (technologie...), de distribution (infrastructures économiques, transports...) et d'échange (création de masses monétaires...).

- Le deuxième groupe rassemble ceux qui n'ont que leur temps ou leur travail à échanger.

Il est clair que le premier est **dominant** sur le deuxième. Les deux groupes sont mis en rapport par un lien économique de domination. Mais ce lien va dépasser le champ économique pour s'exercer au niveau idéologique par des **tendances** qui vont faire pression sur la société. L'ensemble de ces tendances détermine une idéologie. Cette idéologie obéit actuellement à la logique économique du profit maximum. Cette idéologie dominante est l'idéologie de la soumission. Elle permet le développement actuel du capitalisme, c'est-à-dire l'accumulation de biens et de richesses au profit du groupe dominant. Elle caractérise un **mode de production**.

Dans ce mode de production, le salariat n'est qu'une convention permettant de déterminer le **rapport de production**, c'est-à-dire, la part effective de la production qui va revenir au groupe dominé.

Le salariat présente trois piliers sur lesquels s'appuie ce mode de production :

- subordination économique (lien salarial),

- SUITE AU VERSO

En dehors de l'impression, le C.S. est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents de la C.N.T., chômeurs ou salariés après leur journée de travail.

• SUITE DU RECTO

- hiérarchies salariales,
- individualisation du contrat de travail : existence de "catégories" différentes, avec des statuts différents (grille des fonctionnaires...), évoluant vers le contrat individuel.

Le rapport des forces entre les deux groupes va modifier quantitativement ces trois piliers. Mais, s'il ne remet par leur existence en cause, ils feront toujours pencher la balance, à la moindre inattention, du côté dominant

SOUMISSION & FLEXIBILITE

Les trois piliers sur lesquels s'est bâti le salariat sont aussi des tendances de l'organisation sociale. A l'échelle de la société, elles s'expriment de la manière suivante :

- dépendance économique

(que l'on songe à la situation du RMIste par exemple),

- obéissance sociale (par exemple, pouvoir de la mode sur les enfants...),

- isolement psychologique (destruction des individus...).

Cet ensemble de tendances est véhiculé par des vecteurs qui sont les médias, l'éducation nationale... qui reproduisent ces schémas et les favorisent. Ces tendances apparaissent alors comme "normales" aux populations qui vivent suivant des normes imposées par ces trois piliers.

La résultante à tous les niveaux de ces tendances, c'est la soumission comme lien dans l'entreprise et dans la société.

La flexibilité, conséquence de cette soumission (interne à l'entreprise ou externe à celle-ci) est un aménagement du rapport de production, soit, au niveau interne une tendance à l'individualisation du

contrat de travail, soit, au niveau externe, une tendance à l'individualisation des conditions de vie (travail, pas travail par épisodes, par tranches de vie...).

Si au coeur du problème du travail il y a l'emploi, c'est parce que le revenu, la condition d'existence de l'individu en dépendent. Si au coeur du problème de l'emploi il y a le salariat, c'est parce que dans celui-ci, il y a le cadre idéologique dans lequel évolue le rapport de production (subordination, hiérarchie, individualisation...).

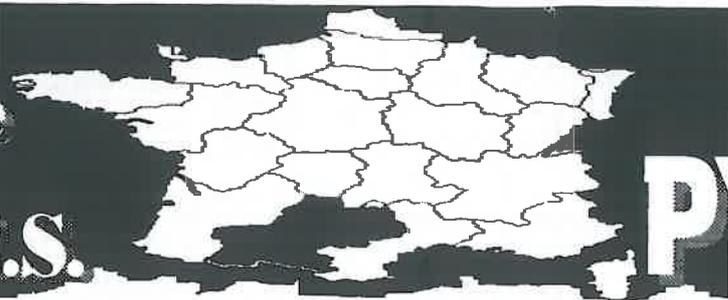
C'est la conjugaison de ces facteurs qui permet au système d'imposer la flexibilité qui est un aménagement du rapport de production en faveur du mode de production. La flexibilité est donc inscrite dans le salariat.

CONGRES DE LA C.N.T.

Le Congrès de la C.N.T. s'est déroulé les 12, 13 et 14 juillet 97 sous un double symbole, celui de la continuité historique, puisque l'ouverture en a été faite par un compagnon, militant de la C.N.T. depuis sa création et ancien de la C.G.T.-S.R. (organisation d'avant guerre qui a donné naissance à la C.N.T.) et celui de la prise en compte de la lutte sociale actuelle dans ses multiples facettes puisqu'il a été organisé dans un des grands squatts toulousains (au demeurant parfaitement adapté à ce genre de manifestation). Aucune contestation sur la représentation des syndicats présents ne s'étant élevée, le Congrès a reçu, comme c'est normal, la démission de tous les compagnons ayant des charges nationales et en a discuté les rapports, parfois dans le détail. Un des temps forts du Congrès a été le bilan d'activité des syndicats fait par chacune des délégations. C'est une façon vivante de faire le point mais aussi et surtout de s'interroger collectivement à la fois sur nos capacités, sur la pertinence de ce que nous faisons à partir de la confrontation de nos orientations avec la pratique. Fort logiquement, le débat, a débouché sur la stratégie à suivre. Il n'a pas toujours été facile puisqu'il reposait sur des pratiques et des points de vue, qui, même s'ils se situent tous dans une logique anarcho-syndicaliste, sont nécessairement diversifiés au stade actuel de notre développement. C'est pourquoi les déci-

sions n'ont été arrêtées que lorsqu'elles étaient suffisamment consensuelles. Globalement, il est ressorti que la C.N.T. doit s'efforcer de mettre encore plus ses moyens et son énergie dans les activités de terrain. C'est pourquoi, entre autre, il a été convenu de réduire au minimum le rôle des différents mandats nationaux. Dans le même temps, l'implication de chaque militant (tant au niveau de la conception que de la réalisation) est recherchée par l'accentuation du caractère fédéraliste de l'organisation. Après l'évaluation positive du réseau de presse du C.S. (reposant sur un ensemble de neuf rédactions à travers tout le pays) certaines fonctions qui pouvaient dans le passé être dévolues à un secrétariat national seront directement prises en charge par les syndicats, au plus près des réalités (par exemple, au lieu d'avoir un secrétaire à la propagande, ce sera tel syndicat qui animera une campagne nationale dans tel domaine, tel autre le fera sur un autre sujet... avec coordination par les C.C.N.). Autre application des principes validés par le Congrès; la rotation des tâches : après avoir été à Bordeaux, puis au Mans, le secrétariat confédéral (et donc le siège social) passe à Caen. Enfin, parmi les sujets qui feront l'objet d'un travail national particulier, le Congrès a retenu la lutte contre la précarité et la flexibilité, enjeux essentiels des années à venir.

A.R.S.



Un exemple de démantèlement d'un service public.

LA REORGANISATION DE L'INRA.

L'INRA (Institut National de Recherche Agronomique) a été créé en 1946 pour répondre aux besoins alimentaires du pays. Depuis 50 ans, l'INRA a tenté de suivre les ambitions productivistes de ses tutelles politico-économiques, en oubliant parfois d'en anticiper les conséquences (pollution massive, "vache folle", destruction du tissu social rural...).

Aujourd'hui la notion de service public est sacrifiée sur l'autel du libéralisme, ce que concrétise le projet de réorganisation actuellement en préparation. Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs tentent d'entamer un processus de contractualisation. En 1994, des textes de la Direction Générale de l'INRA, dévoilent les plans de l'offensive ministérielle. Il s'agit d'instituer une relation contractuelle entre l'État et les organismes de recherche, et de créer un "élément de pilotage stratégique". Pour les sphères dirigeantes la recherche publique serait beaucoup trop libre et il faudrait la coordonner autour de projets prioritaires décidés en amont. D'autre part elle n'utiliserait pas assez "efficacement" ses moyens humains et financiers, c'est pourquoi le contrat précisera sur quoi doit travailler l'institut et de quelle façon il devra gérer son personnel (par exemple en globalisant les crédits de fonctionnement et de personnel de façon à établir des priorités...). Pour répondre à ces contrats, la mobilité du personnel, les CDD (contrats à durée déterminée), les dotations pour des travaux bien précis et bien délimités dans le temps sont encouragés.

En mars 1996, un texte précise ce que sont ces axes stratégiques pour l'INRA. Quatre sur les 5 objectifs de ce contrat sont économiques: agro-alimentaire, marketing, amélioration des systèmes de production et des espèces, recherche de marchés, renforcement des rapports avec entreprises privées etc... Le 5ème objectif concerne l'environnement -électorat et vache folle obligent.

Le texte insiste bien sur la nécessité de renforcer la politique de l'INRA en direction des partenaires industriels et de mobiliser "les ressources humaines" à cette fin, incitant les agents à une mobilité thématique et fonctionnelle.

Dans la foulée des mouvements sociaux de décembre 95, une opposition du personnel impulsée par la CGT s'est faite sentir à l'INRA contre ce contrat d'objectif. En Mars 96, la plupart des instances consultatives (conseil de centre, conseil de département) se prononce à la majorité contre la contractualisation. Le personnel investit le siège de l'INRA pour empêcher la réunion d'une commission technique paritaire. Elle est reportée. Puis en mai 96, le personnel tente une nouvelle fois d'investir les locaux parisiens de la Direction Générale pour empêcher la tenue d'un conseil d'administration qui doit entériner le contrat d'objectif. Mais les bâtiments sont sous la garde des C.R.S., et le contrat est signé en présence d'un seul syndicat, la CFTC.

Après quelques mois de flottement dus aux élections

législatives et au changement de majorité, la Direction Générale a mis récemment en circulation un texte présenté comme un projet de réorganisation de l'INRA. Tout un arsenal de techniques de communication est employé auprès du personnel pour faire "passer la pilule": "une méthode de conduite concertée du dialogue social" innovée par notre nouveau directeur général... Mais le fond est le même. L'organisation future de l'INRA devrait comporter un échelon hiérarchique supplémentaire: une direction des affaires scientifiques et une direction de la stratégie chargée de mettre au point des objectifs économiquement stratégiques et de veiller à leur réalisation. Le regroupement des départements en gros secteurs indépendants et directement liés à la direction permettrait l'émiettement des unités de recherche et la suppression d'une instance de débat: les conseils scientifiques. La direction sera le seul garant de l'orientation des recherches.

Derrière ces directives, ces notes de service et ces consultations se cachent à peine l'objectif premier des politiciens et des technocrates des ministères. Adapter la recherche publique à la nouvelle donne économique, le néolibéralisme, habillé ou non à la sauce social-démocrate. Pour cela il faut atteindre un certain nombre d'objectifs:

- Orienter l'essentiel des recherches vers les secteurs à forte valeur économique avec en premier lieu l'industrie agro-alimentaire. Lorsqu'elle parle de

• SUITE PAGE B

• SUITE DE LA PAGE A

rapprocher la recherche publique et l'entreprise, la direction ne vise qu'à mettre la recherche publique financée par la collectivité au service des quelques gros trusts privés de l'alimentation. Un tract de la CGT dénonçait il y a quelques temps des pourparlers entre la hiérarchie de l'institut et la firme Danone. Parmi les conditions envisagées pour une "collaboration" entre l'INRA et Danone, il y aurait un droit de préemption de Danone sur les résultats des recherches cofinancées.

- Réduire les lieux de décision sur les objectifs de recherche et la concertation avec les partenaires de la société civile, et mettre les secteurs de recherche directement sous la tutelle hiérarchique et financière des décideurs politiques. Ainsi à l'INRA, les axes de recherche seront directement décidés par la Direction Générale aux ordres des politiciens du moment. Le débat scientifique et celui avec la société aux travers des organismes agricoles paritaires sera rendu caduque ou inopérant.

- Combattre le statut de fonctionnaire qui freine "l'utilisation" optimale des "compétences" du personnel. En multipliant les CDD, et les Stages multiples de formation ou de réinsertion, l'INRA met en place la division des salariés et la perte de maigres acquis sociaux. Division dans les salaires pour un même travail effectué, division dans les droits entre le fonctionnaire qui peut faire grève, le CDD qui se tait dans l'espoir d'un nouveau contrat, et le stagiaire qui n'a aucun droit.

La restructuration de l'INRA est un cas intéressant car il s'agit d'un organisme de recherche finalisée dont les travaux ont des répercussions directes en terme de profits, de gains de production, mais aussi de conséquences environnementales et de santé publique. L'agriculture est encore un des premiers secteurs d'exportation de l'économie

française, et le développement des techniques de l'agro-alimentaire et du génie génétique font entrevoir des milliards de profits pour les industriels de l'alimentation. Mais en l'absence de trust financier de l'environnement, de la santé publique, ou du bien-être social, on peut se demander qui financera ces besoins de la société. Pas les industriels ! Le scandale de la vache folle en Angleterre est lié directement à la privatisation d'un certain nombre de structures vétérinaires et agricoles de contrôle, à la pénurie de recherche finalisée d'intérêt général, mais aussi à la vénalité des fabricants d'aliments qui ont réduit les normes de chauffage des produits pour augmenter leur marge bénéficiaire.

Alors lorsque l'INRA sera rendu "compétitive" en travaillant main dans la main avec des compagnies privées pour faire un cochon moins gras mais plus cher, un tournesol plus gros et plus rentable, un blé de moins bonne qualité mais plus exportable, qui s'interrogera sur la pollution des nappes phréatiques par les pesticides et les nitrates?

Qui se penchera sur l'épuisement des nappes par l'irrigation excessive de cultures "exotiques"?

Qui proposera des normes économiques et sociales pour permettre à l'agriculture familiale de vivre décemment?

Qui se penchera sur la qualité des denrées alimentaires et de leur constituants?

La destruction du service public, c'est cela! Transformer une mauvaise machine publique en une bonne machine à fric. Sous couvert de discours mensonger "*aidons les entreprises pour qu'elles créent des emplois*", il s'agit en fait, dans la recherche agricole comme ailleurs, de mettre en place les conditions d'un fonctionnement optimal d'une société néo-libérale où la valeur marchande des biens et des personnes sert de principe essentiel de régulation de la société.

G.P.

DES ELUS, DU FRIC ET DES JEUX.

Le SICOVAL (Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Hers) est un rassemblement de communes de la banlieue Est de Toulouse qui "unissent" leurs efforts pour assurer un développement harmonieux de leur région. Achat et vente de terrains, subventions, aide aux projets de valorisation des communes, ce syndicat, composé d'élus municipaux gère des sommes importantes aux noms des collectivités.

Dernière opération en cours, la vente d'un terrain à Labège pour 400.000 Francs à une société "La tête dans les nuages" qui veut y implanter, en face d'un gigantesque Ensemble cinéma Gaumont, un complexe de jeux vidéo (ordinateur, simulateur, monde virtuel...) visant "une clientèle de cadre et leurs enfants" devant se délester de "40 à 100 Francs par personne à chaque visite.

Une poignée de personnes, aidées par "Les Amis de la Terre" et des copains et copines cénétistes s'élèvent contre l'attitude des élus gérant le Sicoval, qui bradent les terrains municipaux à des faiseurs de fric contre l'appât d'une taxe professionnelle. Les mêmes élus qui se répandent dans leur commune en discours pontifiant sur la nécessité de redonner une vie culturelle à leur village, de développer les loisirs démocratiques et les espaces de création pour la jeunesse, participent activement à la mise en place d'une véritable usine à jeux privés, qui videra les poches des jeunes fuyant leur village désert. Le groupe des contestataires tente de s'opposer à la vente du terrain, en informant tous les élus des communes concernés et en diffusant l'information auprès du public.

Eloi M., Vigoulet-Auzeville

• Contact :

Les amis de la terre. Toulouse.

En 1984, les États français et espagnol signent un accord portant sur la livraison d'énergie électrique par EDF. Le transport du courant doit se faire par une ligne de 400 000 Volts (THT). Le problème est que, pour ce faire, EDF doit construire cette ligne et c'est le genre d'infrastructure qui ne passe pas inaperçu : des pylônes de 60 à 80 mètres de haut espacés de 300 à 500 mètres et tout au long de son passage un couloir totalement déboisé.

Plusieurs trajets sont alors envisagés pour la traversée des Pyrénées centrales : le Somport, Gavarnie, la vallée du Luron, le Val d'Aran. Finalement tous ces projets seront abandonnés pour différentes raisons. Aujourd'hui, EDF et l'État français, pressés par les pénalités pour non respect de contrat et non livraison de courant dans les délais, font le forcing et sortent (non officiellement pour l'instant) de nouveaux tracés. Ils sont au nombre de quatre :

- 3 traversant l'Ariège du Nord au Sud;

- 1 traversant le Comminges d'Ouest en Est puis oblique dans le Couserans vers le Sud.

Suite à des indiscretions (ou était-ce voulu pour tester les populations ?) ces projets ont été rendus publics. Aussitôt des associations anti-THT se sont créées en Ariège et un peu plus tard en Comminges. Étant impliqué dans cette dernière, je me bornerai ici à ne faire de descriptions et commentaires que sur celle-ci.

Une grande part de l'argumentation de l'association repose sur le fait qu'une ligne mettrait à mal le développement économique de la région. En effet, le Haut-Comminges, après la raréfaction de sa vie pastorale et agricole, a voulu donner un nouveau souffle à son économie en développant le tourisme. Ainsi, la très médiatique réintroduction de l'ours dans la contrée

n'a pas été réalisée dans le but de rétablir un écosystème déficient mais uniquement avec une vision mercantile en cherchant à attirer des touristes en mal de nature "sauvage". Aussi, la population et les élus locaux craignent que le saccage du paysage n'anéantisse leur rêve de Pyrénées-Land. Toujours dans le même ordre d'idée, l'association met en avant la dépréciation des biens fonciers pour les propriétaires se trouvant sur le tracé. Enfin, l'autre thème abordé est celui concernant les problèmes de santé liés à la THT (troubles cardio-vasculaires, cancers, leucémies, etc...).

Par contre, il est plus difficile de développer un discours beaucoup plus en profondeur, notamment pour mettre en évidence la politique de production et de surproduction nucléaire d'EDF, qui n'a été exprimée que par un très petit nombre d'individus; un des points positifs a été de faire accepter un refus de ligne en souterrain. Mais ce positionnement reste très fragile car de plus en plus d'adhérents sont prêts à faire cette concession, justement parce qu'ils refusent ce débat sur la politique de surproduction d'EDF, et encore moins d'en faire la ligne d'action et de lutte de l'association. L'énergie nucléaire semble être un sujet tabou; dès qu'on l'évoque, on est gentiment traité "d'écologiste".

En parlant de lutte, on ne peut pas dire qu'il y en ait véritablement une. L'association a

tendance à vouloir s'appuyer systématiquement sur les élus (maires, conseils général, conseil régional, députés, etc...). Pour l'instant, avec l'information des populations, il s'agit de la seule "action" envisagée. De plus le mode de fonctionnement reproduit les schémas habituels de nos "démocraties". Le conseil d'administration est le seul à décider. Il faut dire qu'il est bien aidé en cela par le comportement des adhérents qui ont une tendance bien prononcée pour laisser aux "responsables" les mains entièrement libres.

Malgré cette description quelque peu pessimiste, certaines personnes sont prêtes à réagir et à essayer de changer tout cela. ce ne sera sûrement pas facile car les réticences sont grandes.

En premier lieu, il est important de modifier l'organisation. Que toute personne intéressée puisse non seulement participer aux débats mais aussi participer aux décisions.

Ensuite, il nous faut insuffler une réflexion beaucoup plus politique et instaurer un véritable débat sur le choix énergétique d'EDF qui a imposé sa production nucléaire. Il nous faut bien prendre conscience que tout ceci n'est que le résultat d'une politique et d'une économie libérale basée sur le profit, la surconsommation et l'exploitation qui entraînent ces saccages écologiques et humains.

C'est justement pour essayer de faire passer ce message différent, rapidement résumé ici, que nous avons créé un Collectif*.

Jean-Marie DONAT

*Collectif Anti-THT les révoltés Hameau de Chinchouret 31160 ARBAS ou 31420 Montoulieu Saint-Bernad

INCROYABLE MAIS VRAI

La Dépêche du Midi fait dans l'antimilitarisme primaire !

Dans un article paru le 13 juillet 1997 et décrivant par le menu ce que sera la belle journée du 14 pour un jeune légionnaire de Castelnaudary, on peut lire à propos de l'intense activité militaire qui règne au poste de garde de la caserne du 4^{ème} régiment étranger, je cite :

"A l'entrée de la caserne, un sous officier crie. "Une Jeep : Garde à vous !" Le gradé fait son entrée. Les plantons présentent les armes. Voilà le camion du livreur de bière : "Levez la barrière !" C'est comme cela toutes les trente secondes."

Des légionnaires qui rendent les honneurs à de vulgaires packs de Kro qui arrivent par camion entier toutes les trente secondes, ce n'est plus du journalisme, c'est de l'atteinte au moral des troupes. A quand un reportage sur la sortie toute les trente secondes d'un camion de canettes vides conduit par un légionnaire plein ? Ceci dit, l'apprenti journaliste qui a pondé cette fielleuse prose est encore un peu tendre. Lorsqu'il écrit à propos de la légion que "c'est le seul endroit au monde où l'on peut oublier...jusqu'à son identité", il manque visiblement de recul ou il pousse un peu trop sur la bière. S'il voyageait un peu, il se rendrait vite compte qu'il existe même des corps d'armée où l'on peut perdre sa vie avec ou sans Kro, et plus grave encore la faire perdre aux autres.

Amour Melon

INAUGURATION DU LOCAL C.N.T. DU GERS

Suite à l'invitation de nos compagnons gersois, une quinzaine de militants et sympathisants se sont rendus le samedi 30 août à Ste Christie. Cette invitation était l'occasion pour nos ami(e)s militants et sympathisants du Gers d'inaugurer leur tout nouveau local.

Après le traditionnel apéro inaugural, nous avons partagé le repas au cours duquel une discussion à bâtons rompus a eu lieu (présentation de la C.N.T., actions menées, évoca-

tion des luttes, sens du mot solidarité...).

En remerciant les copains pour leur accueil chaleureux, j'exprimerai un souhait et un encouragement : que leur sympathie militante amène de nouveaux compagnons à nous rejoindre dans la lutte pour changer cette société de profit et d'injustice.

Jules

• C.N.T.
A LA GARE
32390 SAINTE CHRISTIE

Mode d'Emploi

• C.N.T. : La Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Caen. • Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse. • A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste". • Il existe une section chômeurs-précaires et une section universitaire • Les Jeunes Libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T. • N'hésitez pas à prendre contact :

UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE
(près de la rue PHARAON, quartier des Carmes-Salin)

TELEPHONE (répondeur) & FAX: 05 61 52 86 48

• PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES A TOULOUSE :
- C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Section Chômeurs, Section U.: le Samedi de 17 à 19 heures (au local)
- Tables de presse: aux Puces (place St Sernin), le dimanche en fin de matinée • aux RU du Mirail le mardi, de l'Arsenal le mercredi et de Rangueil le Jeudi, autour de midi.
- Débat "à bâtons rompus" le premier vendredi du mois, 20 h 30
- Réunion des sections chômeurs précaires, universitaire : le deuxième lundi du mois à 20 h 30
• A MONTAUBAN la C.N.T. organise un débat public sur des thèmes d'actualité l'après-midi de chaque deuxième samedi du mois à la Maison du Peuple.

Abonnements

Un an : abonnement normal : 50 francs,
Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus. à verser au
C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

Le fascisme est une forme politique choisie par la classe dominante pour servir au mieux ses intérêts quand le système démocratique n'est plus suffisant.

Pour accéder au pouvoir, à la différence des régimes totalitaires issus des coups d'Etat, le fascisme a besoin d'une large adhésion populaire afin de légitimer son lien direct avec la démocratie.

Les fronts antifascistes historiques ont opposé aux fascismes historiques une force politique interclassiste.

L'antifascisme aujourd'hui tend également à constituer un front politique interclassiste regroupant divers éléments de la gauche, de la droite républicaine et des antifascistes radicaux.

Aux « valeurs » fascistes, les fronts antifascistes entendent opposer les « valeurs » de la démocratie. L'un devenant alternatif de l'autre.

Pourtant l'un et l'autre répondent aux mêmes nécessités de la classe dominante ; c'est à dire la propriété privée des moyens de production (le Capital), et l'institution d'une structure légiférant (l'Etat). Si la démocratie argumente de la liberté de chacun pour justifier le Capital et de la souveraineté de tous pour justifier l'Etat, le fascisme, réunissant en son sein chaque individu isolé et groupé avec les autres en faisceau, argumentera de l'intérêt général, rebaptisé intérêt de la Nation, pour stimuler le capitalisme et verrouiller le pouvoir de l'Etat. A chaque fois, un argument idéologique pour justifier ce qui fonde l'exploitation économique et l'obligation de soumission. Mais s'il y a nécessité à nous masquer la réalité, c'est parce que, contrairement à ce qu'il devrait paraître, les faits économiques et étatiques ne sont ni objectifs ni neutres : ce sont des relations sociales. Ainsi, la démocratie et le fascisme prétendent codifier les rapports sociaux, et donc la vie sociale dans son ensemble sur des bases qu'il nous faudrait considérer comme inéluctables.

Pour ce qui est de la démocratie, l'exemple le plus édifiant à ce sujet est sans doute celui de la démocratie américaine et du

fameux « nouvel ordre mondial » de paix et d'équité qu'elle prétend propager et qui n'est rien d'autre que la défense des intérêts des industriels américains et de la diplomatie américaine dans le monde (1) Ces intérêts n'étant pas toujours identiques d'ailleurs.

Quant au fascisme, il est peut-être utile de rappeler que s'il a eu des vainqueurs en 1945, ce n'était pas nécessairement des antifascistes ; on peut citer Fiat, Krupp, Renault, Michelin, IGF arben, Thyssen etc. dont les richesses personnelles n'étaient pas à plaindre. Et ce ne sont pas des milices fascistes qui à cette époque ont attaqué et démantelé les conseils d'ouvriers qui s'étaient créés dans quelques usines de France, mais bien les nouveaux vainqueurs, fervents adeptes de la démocratie et d'une nouvelle façon de gérer les rapports sociaux comme les accords de Bretton Wood (1944) venaient de l'inaugurer !

A l'heure actuelle, il ne semble pas que la classe dominante et exploiteuse en France ait besoin, et d'un chef suprême pour incarner la Nation (une des versions idéologiques de l'Etat, l'autre étant la Patrie si chère aux démocrates vont-t'en-guerre), et d'une adhésion massive de la population à défendre l'intérêt de la Nation (version idéologique donc de l'intérêt général incarné par l'Etat). On peut noter que pour que l'intérêt général devienne l'intérêt de la Nation (ou de la Patrie), il suffit d'affirmer que la démocratie est en danger dans un régime démocratique, et, dans un régime fasciste, que tous les nationaux (ou les européens) et par conséquent leurs intérêts sont en danger. Entendons dans un cas comme dans l'autre : les intérêts du Capital et du Pouvoir sont menacés, aussi il convient de se rassembler dans une

défense commune. C'est-à-dire que les concepts d'intérêt général, puis d'intérêt de la Nation, avec sa particularité territoriale, nient les intérêts contradictoires des classes sociales.

Pour l'heure, la démocratie française s'occupe pourtant à finir de démanteler ce qu'il reste du syndicalisme et à favoriser tout rassemblement de revendication interclassiste.

C'est pourquoi, entre autres, les classes politiques sont présentes ce dernier semestre 97 dans la lutte antifasciste, comme elles l'étaient dans la lutte antiraciste. Elles n'y sont pas pour défendre uniquement des intérêts électoraux mais également pour contribuer par leur présence à l'élaboration de tout mouvement qui tend à rassembler les bonnes volontés.

Par delà ces contradictions de classes, gouvernements et parlements taillent à grands coups de hache dans la législation du travail. Ils s'appliquent ainsi à tenter de nous diviser sur nos lieux de travail pour mieux nous rassembler avec nos ennemis de classe dans la sauvegarde de la démocratie.

Ces rassemblements affirment qu'il y a une morale supérieure à tout (et donc à la lutte de classes) : la démocratie ; ils entérinent ainsi l'idée de l'inéluctabilité du Capital et de l'Etat.

Et c'est parce que l'antifascisme se situe essentielle-

- SUITE AU VERSO



• SUITE DU RECTO

ment sur le terrain moral et non pas sur le terrain social qu'il en arrive au fait de défendre les principes d'exploitation et d'autorité sans lesquels la démocratie n'existerait pas, mais pas non plus le fascisme.

Le cas le plus frappant à ce sujet est certainement celui de Vitrolles. Là, le mouvement antifasciste a nommé strictement son ennemi : un parti politique, le FN. Au nom de la citoyenneté républicaine (relation de l'individu avec l'Etat), la population de Vitrolles, ayant à choisir comme maire entre la peste et le choléra, a été sommée d'élire le « ça pourrait être pire » contre le « mal absolu ». Ce qu'elle n'a d'ailleurs pas fait. Depuis, le reportage télévisuel sur les milices du FN et les déclarations stupides de Catherine Mégret après son élection ont montré un ennemi à la hauteur de la diabolisation qui en était faite. Et plus l'ennemi est horrible, plus ça vaut.

Et la réalité sociale de Vitrolles, qui était déjà pire, a empiré.

A la suite de cette élection, des organisations politiques et syndicales et des associations antifascistes marseillaises ont tenté d'organiser le traditionnel défilé marseillais du 1er mai à Vitrolles. Si elles avaient eu gain de cause, cela aurait signifié que le politique prenait le pas sur le social. La bien-pensée (la démocratie c'est bien, tout ce qui l'attaque, c'est mal) se serait, toujours symboliquement, imposée en place de la mal-pensée qui anime nos combats et qui, chaque fois, démontre que des intérêts contradictoires de classes existent, qu'ils provoquent des luttes de classes et que le temps de l'égalité entre tous n'est pas encore maintenant.

La mobilisation à Vitrolles contre le FN, comme celle plus tard à Strasbourg, ont vu une large partie de l'antifascisme radical y être représentée. C'est dire que s'il n'y a pas encore de front antifasciste constitué, il y a tous les ingrédients pour. Et même si les antifascistes radicaux s'y joignent

avec leurs analyses liant la lutte antifasciste à la lutte contre le Capital; tant que l'Etat et le principe d'autorité qu'il incarne ne sera pas remis en question, non seulement le Capital survivra, mais aussi la démocratie, ainsi que tous ses avatars, des plus violents aux plus doux.

Le principe d'autorité divise nécessairement une société entre dominants et dominés. La hiérarchisation des relations sociales, complexe dans une démocratie, est l'organisation idéale pour que ce principe ne soit jamais remis en question. Elle se retrouve à tous les niveaux, celui de l'Etat, de l'entreprise et enfin de la famille. Le fascisme affirme que cette organisation sociale est « naturelle » donc la seule valable. La démocratie se contente de chercher des exemples de sociétés hiérarchisées dans l'histoire et dans la nature, de nous les enseigner comme des modèles incontournables, alors que ce ne sont que des justifications de ce que nous vivons aujourd'hui. La démocratie donc se contente de ne jamais remettre en question le principe d'autorité.

Mais l'Etat, quel qu'il soit, n'est pas une émanation surgie d'un chaos originel. Pour qu'il existe, pas besoin de brutalité : c'est une conviction quasi-sacrée de chacun de la nécessité absolue de l'autorité qui fonde l'Etat. Car qui pourrait rationnellement accrédi- ter la thèse que l'Etat, émanation de la volonté de chacun, puisse être le garant et l'exécutant de chacune de ces volontés individuelles ? Personne. L'Etat, en fait n'est garant que des

intérêts de sa propre classe, et encore, pas toujours comme il le faudrait. En cas d'insatisfaction, la classe dominante va opter pour un changement de la forme de l'autorité. Le fascisme, qui idéalise si bien le principe d'autorité, peut être l'élu. Et tant que nous accepterons le principe d'autorité comme inévitable, il y aura toujours une possibilité pour les autoritaires de s'installer au pouvoir. Une fois en place, personne n'ignore plus aujourd'hui la brutalité de leur gestion.

Il semble donc que la lutte contre le fascisme est nécessairement comprise dans la lutte contre l'Etat et contre toute forme d'autoritarisme. Comme elle fait partie de la lutte de classes menée contre le Capital au profit de l'égalité entre tous.

Loiseau (Interco Marseille)

1) voir à ce sujet L'an 501 de Noam Chomsky) édité par EPO

2) De l'autre rive / Germinal de Rudolf Rocke édité par l'Union Locale CNT-AIT Marseille. Vendu par cette UL au prix de 5 F



**"... comme tout pouvoir de sa nature même, est divin, il est par conséquent absolu, même quand il essaie de cacher sa faiblesse sous l'apparence d'une modeste justice parlementaire."
Rudolf Rocker (2)**

Le 27.03.97, Olivier Martin, militant Cénétiste, a été condamné à 9 mois de prison ferme et 9 mois avec sursis pour violences volontaires avec arme sur agent de la force publique. Les faits remontent au 25.02.97 où notre compagnon, après avoir participé à une manifestation contre les lois Debré et la venue de B. Mégret à Toulouse, est intervenu pour s'opposer à la séquestration d'un jeune Maghrébin par des hommes en civil. Ces hommes étaient en fait des agents de la B.A.C. qui agissaient sans signe distinctif de leur fonction. Lors de sa première comparution, Olivier découvrit qu'une fiche des Renseignements généraux figurait dans son dossier, et qu'elle indiquait qu'Olivier Martin était "très connu" des services de police pour son appartenance à la C.N.T..... Olivier, laissé en liberté, a fait appel de la sentence du 27 Mars. Il doit comparaître le 24 Septembre devant la cour d'appel du tribunal de Toulouse.

Lettre d'Olivier Martin:

"Le 24 Septembre 1997, je passerai donc devant la cour d'appel de Toulouse. A cette heure, 17 témoins ont attesté des faits, de nombreux témoignages de soutien me sont parvenus, la pétition du comité de soutien a recueilli plus de 4000 signatures sur la région toulousaine. Cette mobilisation, je l'ai voulue discrète et responsable. Discrète, parce que, malheureusement, il est impossible de contrôler les médias et les discours des partis politiques. Responsable parce que c'est alors à chaque individu, anonyme ou pas, de se positionner en fonction de ce qu'il juge bon ou pas de faire.

Mes pensées vont aux 8 personnes qui ont passé l'été en prison, jeunes syndicalistes et militants guyanais victimes de la répression, aux copains marseillais et lyonnais qui passent en procès au mois d'octobre, et auprès desquels j'espère pouvoir être présent, et à tous ceux pour lesquels un profond mouvement de solidarité est nécessaire."

Olivier Martin, le 30/08/97.

INDEMNISATION DU CHOMAGE : TOUJOURS MOINS

Au moins deux mesures, dans le nouveau règlement du régime d'assurance-chômage applicables à compter du 1er janvier 97, me paraissent être passées inaperçues... sauf des confédérations syndicales qui ont osé signer ce nouvel "accord" !

La première stipule :

"Seules les personnes ayant opté pour l'AFR (*Allocation Formation Reclassement versée dans certains cas quand tu suis une formation*) dans les 182 premiers jours de leur indemnisation peuvent prétendre à cette allocation" (art.53)

Voilà qui va laisser pas mal de monde au bord de la route et faire faire pas mal d'économies... toujours aux mêmes.

La deuxième indique :

"Pour les personnes ayant travaillé à temps partiel, l'allocation minimale AFR de 145,09 F est proratisée (1) en fonction du temps de travail" (art.61).

Et vlan ! Avant tu pouvais, dans certains cas, avoir au moins 4300 F environ, ce qui n'est déjà pas le Pérou, en faisant un stage de formation ; et bien maintenant, si tu sors d'un CES ou d'un boulot à mi-temps par exemple, tu ne touches plus que la moitié, même si ton stage est à temps plein — de 35 à 39 h —, ce qui est généralement le cas. Pas mal le tour de passe-passe ! En avez-vous entendu parler dans les médias ? C'est vrai que c'est pas important pour un ancien CES ou un ancien salarié à mi-temps de perdre 2000 F par mois... et puis, le nouveau gouvernement de "gôche" va rétablir tout ça.

(1) : souligné par moi

Yves (Interco Marseille)

"Dis Eugène!"

France: premier pays touristique

ses hôtels
ses campings
ses gîtes ruraux
ses frottoirs urbains

IMPF-CU



Le Tour de France à Disneyland:

une question de pignon?
ou une affaire de pognon?

IMPF-CU



mini-marée noire,
mini-brouillards d'ozone
mini-pluies acides

MAIS un maxi
d'eau bénite
à Paris

A O U T



Pour les jeunes
80% du SMIC
ça fait du SMi

ROU
VIER

et ça fait des
semi-professionnels

A O U T





ESPAGNE : DIS-MOI QUI SONT TES AMIS...

• Dans notre numéro de mars-avril, nous avons donné diverses informations sur la C.G.T. espagnole. Depuis, nous avons appris que les élus C.G.T. du comité d'entreprise des "Galletas Fontaneda" (de la multinationale Nabusco) à Palencia avaient également signé avec la direction un accord prévoyant 123 licenciements sur 436 salariés. Le tout en se réclamant de l'anarcho-syndicalisme ! Toujours sur ce même sujet, voici quelques informations, d'après le journal "C.N.T." sur le S.A.P., un curieux syndicat issu de la C.G.T. espagnole et qui n'a pas coupé le cordon ombilical.

L'histoire commence en 1992. Les policiers catalans découvrent que les syndicats existants "*ne défendent pas leurs intérêts de policiers*". Certains décident alors de constituer, à Tarragone, une section de policiers de ... la

C.G.T. Leur siège est en particulier dans le local de la C.G.T. de Vilanova. En novembre 92, les "libertaires" de la police pactisent avec leur administration et deviennent pour des raisons d'opportunité le S.A.P. (Syndicat Autonome de la Police) avec l'accord de la C.G.T.

Aujourd'hui, le S.A.P. continue d'entretenir des relations privilégiées avec la C.G.T. Par exemple, dans la page Internet intitulée "Idéologie du S.A.P.", on peut lire "L'idéologie du S.A.P. se reflète dans ses statuts et s'inspire de celle de ses fondateurs, c'est à dire de l'idéologie de la C.G.T." C'est ainsi que le Syndicat Autonome de la Police se définit comme :

- 1) Assembléiste,
- 2) Internationaliste,
- 3) Libre-penseur,
- 4) Libertaire.

On reste confondu en lisant cela !

ITALIE : LE GOUVERNEMENT FAIT MARCHER SES CHOMEURS JUSQU'A AMSTERDAM

• Annoncée à grands renforts médiatiques comme une "marche contre le chômage" par ses organisateurs, la manifestation européenne d'Amsterdam du 14 juin a été immédiatement dénoncée comme la "marche de l'ambiguïté" par l'U.S.I., section italienne de l'A.I.T. Voici quelques informations extraites de son journal, "Lotta di classe".

Au fur et à mesure que le voile se déchire, la position de l'U.S.I., qui avait bien entendu refusé de cautionner cette mascarade, apparaît comme particulièrement pertinente. En effet, il est maintenant indubitable que cette fameuse marche a été pilotée par certains gouvernements européens de centre-gauche, en particulier par le gouvernement italien ! Et c'est Refondation Communiste qui a été chargé de jouer la courroie de transmission entre le gouvernement et les composantes plus radicales qui figureraient parmi les participants. C'est ainsi que le train itinérant a été pratiquement offert, le gouvernement italien contribuant de la sorte à la réussite numérique de la manifestation. Ainsi se dessine la politique du gouvernement : accepter sans réserve le traité de Maastricht (qui attaque violemment les conditions de vie) et, en même temps, mettre sur la table la question du "travail", non pas parce que cela intéresse le gouvernement de la résoudre, mais pour obtenir des compensations favorables au capitalisme italien et à la politique économique du gouvernement. Il s'agit donc d'un conflit simulé, qui fait semblant de donner un espace aux exigences sociales pour mieux faire passer les mesures comme la diminution du pouvoir d'achat, les licenciements, les attaques contre les retraites, les restrictions sociales et les privatisations.

GRANDE-BRETAGNE : UN AN DE GREVE

En septembre 96, après 3 ans de gel des salaires, la direction de l'usine Magnet Kitchens (fabriquant de cuisines) à Darlington propose une soit-disant revalorisation des salaires à 60 % de ses employés. 350 ouvriers se mettent alors en grève, demandant un réel réajustement des salaires pour tous. Douze jours plus tard ils sont licenciés. Depuis, ils organisent des piquets devant l'usine, exigeant leur réintégration et la satisfaction de leurs revendications. Ils appellent au boycott des produits Magnet.

En juin dernier, le patron a armé les jaunes qui travaillent dans l'usine et qui ont attaqué les piquets. En 96, l'usine de Darlington a rapporté à Magnet 11 millions sur un chiffre d'affaires total de 27 millions de livres sterling.

La Solidarity Federation, soutient la lutte et organise localement le boycott. Tout message de solidarité, tout soutien financier sont à envoyer à : Stricke committee c/o 109 Jeddburgh Drive, Darlington, Co. Durham, DL3 9 UP, Royaume Uni (Copie à Sheffield Solidarity Federation, PO BOX 1095, Sheffield, S2 4YR, Britain). Mandats à l'ordre de "The Magnet Families Hardship Fund".

• Informations de "Direct Action", organe de la Solidarity Federation, section britannique de l'A.I.T. et "Dans le monde: une classe en lutte" d'Echanges et Mouvements.

(NDLR : Magnet n'a aucun établissement en France.)